



# FAITS & DOCUMENTS

LETRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

## SOMMAIRE

N° 493 8 €

- RÉSUMÉ  
DE L'ÉPISODE PRÉCÉDENT (p.1)
- QUAND « LA MAISON »  
SE PORTE GARANTIE (SUITE) (p.2)
- QUAND « LA MAISON » JOUE  
LES « POISSONS-PILOTES » (p.3)
- CHRISTIAN DARGNAT,  
RABATTEUR EN CHIEF (p.6)
- DANS LA LIMITE  
DES STOCKS DISPONIBLES (p.10)
- GEORGES CHODRON  
DE COURCEL,  
LE GRAND OUBLIÉ (p.12)

## INDEX

Abchiche R. ....	p.4	Imbert P.-A. ....	p.2
Aghion P. ....	p.2	Isel Y.-A. ....	p.5
Audard A. ....	p.5	Jais P. ....	p.3
Bail L. ....	p.4	Kron P. ....	p.9
Bensemhoun A. ....	p.3	Layani D. ....	p.3
Bohmert M. ....	p.6	Le Guen J.-M. ....	p.2
Bonnafé J.-L. ....	p.8	Lévy-Lang A. ....	p.7
Bonot M. ....	p.7	Logerot F. ....	p.2
Bougnah S. ....	p.9	Lombard E. ....	p.9
Chodron de Courcel p.12		Lorenzi J.-H. ....	p.7
Cicurel M. ....	p.8	Macron E. ....	p.2
Colombani P. ....	p.2	Montchalain A. de p.6	
Danjoux V. ....	p.4	Moulard H. ....	p.9
Dargnat C. ....	p.6	Orsenna E. ....	p.11
Dayan D. ....	p.3	Panatiou F. de ....	p.4
Donnersberg P. ....	p.2	Pariente P. ....	p.3
Dufour N. ....	p.8	Pisani-Ferry J. ....	p.2
El Karoui H. ....	p.7	Ravallais A. ....	p.5
El Khomri M. ....	p.2	Rhoum J.-C. ....	p.3
Fribourg M. ....	p.3	Romand-Monier L. ....	p.5
Garbi A. ....	p.3	Sitruk E. ....	p.3
Ghebali E. ....	p.9	Taittinger B. ....	p.10
Granjon J.-A. ....	p.4	Tétreau E. ....	p.4
Guez B. ....	p.3	Thierry J.-P. ....	p.2
Haddad J. ....	p.3	Touazi F.-A. ....	p.2
Hannezo G. ....	p.9	Varène T. ....	p.10
Hernand H. ....	p.9	Villeroi de Galhau F. ....	p.9

## ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (2)

En saisissant la justice quant aux conditions de la vente du fleuron français Alstom à l'américain General Electric, le député Olivier Marleix évoquait un « pacte de corruption » et expliquait « se questionner très clairement sur un lien éventuel entre le rôle joué par Emmanuel Macron dans plusieurs dossiers industriels et le financement de sa campagne » (*Le Monde*, le 18 janvier 2019). Mais, depuis, les rares personnes à avoir dénoncé ce scandale d'État ne sont pas allées jusqu'à en nommer « clairement » les acteurs. Croiser les deux dossiers, celui de la vente d'Alstom et celui de la campagne présidentielle de 2017, serait-il à ce point explosif? Seul un blogueur israélien répondant au pseudonyme de « צרפת » (France en hébreu) s'est risqué à l'exercice. Publié en novembre 2019, son travail a fait le tour des rédactions parisiennes, sans toutefois être repris ou même cité. C'est ce travail, aujourd'hui introuvable sur Internet, qui nous a servi de fil d'Ariane pour mener à notre tour l'enquête interdite sur ce « pacte de corruption ».

### Résumé de l'épisode précédent

En 2014, le passage de la branche énergie d'Alstom sous pavillon américain a amputé la France d'une composante essentielle de son influence, de son indépendance énergétique et de son autonomie stratégique. Étant apparu comme un modèle de « guerre économique », cet épisode a donné lieu à une abondante production médiatique et parlementaire. Mais personne n'a relevé (ou osé relever) que les plus gros acteurs et bénéficiaires de cette opération menée contre la France avaient été récompensés ou honorés, à ce titre, par les principales organisations communautaristes juives, de part et d'autre de l'Atlantique. David de Rothschild, qui patronne ce réseau à l'influence inégalée, est aussi celui qui a « fabriqué » et pilote Emmanuel Macron (« je suis son hedge, sa couverture »), un personnage ambigu, se définissant lui-même comme « une sorte de prostitué ». Bénéficiant de protections surpuissantes qu'il n'a eu de cesse de servir à chaque étape de son « ascension programmée », Emmanuel Macron, pourtant étranger à la notion même de vérité (son cas dépasse le bovarysme parfois décrit), n'a jamais vraiment été questionné sur sa légende dorée.

Or, en revenant à la source pour chaque étape de ses études et de sa carrière, nous nous sommes aperçus que presque tout était faux. Si le passé de normalien et de thésard du « président philosophe » avait déjà été battu en brèche, il est également établi qu'il n'est officiellement pas membre de l'Inspection générale des finances, qu'il a été exempté de la procédure obligatoire de mise en disponibilité de la fonction publique lors de sa pantoufle chez Rothschild & Cie, qu'il n'a donc pas réintégré la fonction publique lors de sa nomination à l'Élysée par François Hollande et qu'il n'a pas rompu ses liens d'intérêts privés avec Rothschild & Cie. En outre, sa légende de « Mozart de la Finance » a été bâtie en omettant mystérieusement un deal important exécuté au Maroc, tout en lui prêtant un rôle qu'il n'a pas joué dans l'opération Nestlé/Pfizer conclue entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2012.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2017, les as de la finance parisienne, jusque-là dubitatifs sur les capacités réelles du « petit Macron », se rangent étrangement en ordre de bataille derrière sa candidature, comme si, en haut lieu, un ordre avait été passé...

(Suite page 2)>>



## ENQUÊTE

## Quand « la Maison » se porte garante (suite)

Quelques mois après s'être vu remettre les insignes d'officier de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron à Bercy, Pierre Donnersberg, par l'intermédiaire de Siaci Saint-Honoré, la filiale historique de la Compagnie financière Edmond de Rothschild dans le courtage d'assurance, se portait garant auprès d'Allianz pour un prêt de 8 millions d'euros octroyé, à titre personnel, à Emmanuel Macron. Au conseil de surveillance de Siaci Saint-Honoré, siège notamment Jean-Hervé Lorenzi, un très proche de Pierre Donnersberg puisqu'il a signé la préface de son hagiographie, *Tu vois c'que j'veux dire*, parue en 2018 aux Éditions Fastigium. Jean-Hervé Lorenzi siège également au conseil de surveillance de Euler Hermes, la société d'assurance-crédit qui opère l'activité de recouvrement d'Allianz, sa société-mère...

Membre du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild et du club Le Siècle, Jean-Hervé Lorenzi est un militant socialiste ayant appartenu aux cabinets de Jean-Pierre Chevènement, de Dominique Strauss-Kahn et d'Édith Cresson. Vieille connaissance d'Emmanuel Macron, il a participé, entre septembre et janvier 2011, aux réunions organisées à La Rotonde pour plancher sur le programme économique de François Hollande aux côtés de Philippe Aghion (« Emmanuel, c'est Uber contre les taxis parisiens », Le Monde, 13 novembre 2015), un ancien de la Commission Attali, ou de Jean Pisani-Ferry, tous deux membres du Cercle des économistes que préside Jean-Hervé Lorenzi.

Et deux ministres de François Hollande ayant fourni une aide précieuse à Emmanuel Macron lors de son autonomisation du gouvernement Valls trouveront un point de chute chez Siaci Saint-Honoré: Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement, sera nommé conseiller de Pierre Donnersberg dès le 18 juin 2017. Quant à Myriam El Khomri qui, sans sourciller, avait porté la loi Travail préparée par son directeur de cabinet Pierre-André Imbert (aujourd'hui conseiller social à l'Élysée), elle sera promue à la direction du pôle conseil de Siaci Saint-Honoré (S2H Consulting) en mars 2019.

Pour débloquent l'intégralité des fonds, Allianz fut associée à trois co-assureurs, à savoir Albingia, La Parisienne Assurance et Liberty Global. Albingia et La Parisienne Assurance (récemment rebaptisée Wakam) sont des sociétés d'assurance de moindre taille, agissant sur les aspects spécifiques d'un contrat. Liberty Global n'est autre que le gigantesque câblo-opérateur dirigé, depuis Philadelphie, par John Malone, ancien employeur et véritable « mentor » d'un certain Patrick Drahi.

Jean-Philippe Thierry, qui a pris la présidence du comité de surveillance de Siaci Saint-Honoré en 2015, était précédemment membre du directoire du groupe Allianz à Munich. Senior advisor chez Rothschild & Co et président du conseil de surveillance de la banque Rothschild Martin Maurel, cet affilié du club Le Siècle et de la section française de la Commission Trilatérale est lui-même membre à part entière de la famille, comme descendant en ligne directe du baron Henri de Rothschild. En plus de Pierre Donnersberg, de Jean-Hervé Lorenzi et de Jean-Philippe Thierry, on retrouve au comité de surveillance de Siaci Saint-Honoré le président du MEDEF Geoffroy Roux de Bézieux, ancien de la Commission Attali, membre du club Le Siècle et du comité de parrainage du

Collège des Bernardins, cénacles qui se mirent au garde-à-vous derrière la candidature Macron.

Pour compléter ce banc de gros poissons discrètement blottis au sein de Siaci Saint-Honoré, soulignons le profil de Pascal Colombani, physicien de formation, qui, après un début de carrière comme chargé de recherche au CNRS, entra chez Schlumberger aux États-Unis, avant de rejoindre, en tant que directeur associé chargé de la haute technologie et de l'énergie, le bureau parisien d'A.T. Kearney. C'est ce cabinet américain qui, en liaison avec Emmanuel Macron à l'Élysée et David Azema à l'Agence des participations de l'État, a accéléré la vente d'Alstom à General Electric dès le mois d'octobre 2012.

Par pur « hasard », Pascal Colombani siégeait également au conseil d'administration d'Alstom, mais aussi à celui de Technip, une autre des pépites françaises qui, placée sous la responsabilité du binôme Emmanuel Macron/Alexis Kohler, verra bientôt sa technologie d'importance stratégique dépouillée par les Américains. Également membre de l'European Advisory Board de JPMorgan Chase et président du conseil d'administration de Valeo, Pascal Colombani présidait, jusqu'en 2017, l'opérateur belge d'hélicoptères NHV contrôlé par Ardian (ex-AXA Private Equity), le mastodonte du capital-investissement ayant massivement recapitalisé Siaci Saint-Honoré en 2015...

Du côté d'Ardian, la recapitalisation de Siaci avait été suivie par un certain Emmanuel Miquel qui, devenu trésorier de l'Association de financement d'En Marche!, s'affichera aux côtés de Pierre Donnersberg lors de la signature des prêts. C'est également Pierre Donnersberg qui explique la connexion entre Emmanuel Macron et François-Aïssa Touazi, conseiller d'Ardian ayant mis ses réseaux au service de la diplomatie parallèle d'Emmanuel Macron au Maghreb et à Riyad (cf. *Le Grand manipulateur*, Marc Endeweld, Stock, 2019).

Emmanuel Miquel est le fils d'une infirmière et d'un pilote de ligne que la légende macronienne présente comme le tout premier donateur d'En Marche!. Diplômé de HEC et spécialisé dans les fusions-acquisitions, successivement chez BNP Paribas, JP Morgan et BC Partners, Emmanuel Miquel rejoindra Emmanuel Macron à l'Élysée en tant que conseiller du président chargé du soutien aux exportations, tout en participant au programme Young Leaders de la French-American Foundation. En 2019, retour au bercail avec une belle promotion en prime puisqu'il devient directeur chez Ardian, jouant ainsi un rôle central dans les juteuses tractations entre Suez et Veolia qui mettent en scène peu ou prou les mêmes vautours que ceux ayant participé au dépeçage d'Alstom par General Electric...

Un examen transparent du financement de la campagne d'Emmanuel Macron, avec publication de la liste des donateurs et des sommes versées, n'a pas été possible en France. Les conclusions rendues par la Commission nationale des comptes de campagne n'ont pas manqué de faire sourire (on consultera, par exemple, *Prix cassés, ristournes cachées: les petits arrangements de la campagne d'Emmanuel Macron*, Radio France, 7 juin 2018), d'autant que François Logerot, le président de ladite commission a vu, parallèlement au rendu de ses conclusions, ses émoluments passer de 4574 euros à 7182 euros par mois (+ 57 %), une augmentation agrémentée d'une indemnité annuelle de 9500 euros brut, le tout avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018...



## ENQUÊTE

Avec pour unique précédent le **Premier Cercle** que **Nicolas Sarkozy** avait confié en 2004 au député-maire de Chantilly **Éric Woerth**, jamais la vie politique française n'avait connu une telle levée de fonds. Au total, 16 millions d'euros auront été récoltés auprès de particuliers, ce qui, ajoutés aux prêts de 12 millions d'euros évoqués précédemment, porte arithmétiquement le total à 28 millions d'euros. Le seuil légal des dépenses dans le cadre de la campagne présidentielle étant de 22 millions d'euros, il n'est pas illégitime de poser la question du devenir des 6 millions restants...

Mouvement créé *ad hoc* et resté *de facto* inexistant, **En Marche!** raffle aux élections législatives de juin 2017 306 sièges à l'Assemblée nationale, ce qui lui permet de capter 22 millions d'euros supplémentaires par an depuis lors. Là encore, le lien entre le financement de cette simple association et celui de la candidature à la présidentielle de 2017 reste un mystère. Une partie de l'argent des prêts octroyés personnellement à **Emmanuel Macron** est-elle allée à **En Marche!**? Si oui, dans quelle proportion? Quoi qu'il en soit, le montant total dépensé pour la présidentielle et les législatives est impossible à documenter. La liste détaillée de ses donateurs est pour l'heure restée secrète, même si les **MacronLeaks** ont fourni un échantillon représentatif.

Si la communication d'Emmanuel Macron a insisté sur les 100 000 dons ayant permis de réunir les 16 millions d'euros de manière à accréditer l'idée d'une large mobilisation populaire, la moitié des fonds provenaient de 800 « grands donateurs » seulement, essentiellement des banquiers d'affaires, des gestionnaires de fonds, des avocats, des communicants et des entrepreneurs du Net selon les travaux de la cellule investigation de **Radio France** (cf. *Campagne Macron: les vrais chiffres d'une levée de fonds hors norme*, 4 mai 2019). Taboue en public, cette stratégie ciblant un nombre extrêmement réduit de « grands donateurs » fut parfaitement assumée en interne par la « camarilla de banquiers d'affaires ayant pris en main cette levée de fonds » (*Mediapart*, 21 mai 2017).

Patron de la branche gestion d'actifs de la **BNP** devenu rabatteur en chef de l'opération macronienne de *fundraising*, **Christian Darnat** présentait sa stratégie dans un courriel envoyé le 10 septembre 2016: « Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions d'euros) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à « trouver » 13 millions... Si on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1333 personnes à 7500 euros chacune ». En fait, le chiffre de 1333 personnes était très largement surévalué, **Christian Darnat** n'ayant pas encore perçu

le potentiel d'un riche couple pouvant verser 7500 euros par an et par personne. Soit 30 000 euros auxquels s'ajouteraient bientôt les 4600 euros du don que chacun peut effectuer en direction d'un candidat unique par élection... Notons que sur les 16 millions d'euros récoltés, 6,3 l'ont été dans Paris intra-muros, ce qui résume l'enracinement géographique du « mouvement »...

Dans la dernière ligne droite avant la présidentielle, la garantie de **Siaci Saint-Honoré** a donc fait office de chaînon manquant de la saga électorale d'Emmanuel Macron. Ce joker dans la campagne a-t-il été sa récompense pour son bilan d'associé de **Rothschild**, tant au secrétariat de **François Hollande** qu'à Bercy, avec à son actif les ventes d'**Alstom** et de **Technip**? Cette piste sera-t-elle confirmée par l'examen des organisateurs de levées de fonds, ces têtes de réseaux investies de la mission de drainer des grands donateurs? Dans les **MacronLeaks**, les courriels internes à la campagne d'Emmanuel Macron publiés par **WikiLeaks** en 2017, ces têtes de réseaux sont appelées les « PP » pour « poissons-pilotes »...

### Quand « la Maison » joue les « poissons-pilotes »...

**Philippe Guez** n'a pas attendu **Christian Darnat** pour jouer les « poissons-pilotes ». Le 19 mai 2016, quatre mois avant les consignes du rabatteur en chef sur le ciblage stratégique des grands donateurs, le représentant de **Rothschild & Cie** en Israël (2011-2017) ouvrait son domicile parisien de l'avenue Foch pour accueillir une levée de fonds avec douze invités, tous donateurs « plein pot » (7500 euros) à la clef (cf. *Encadré ci-dessous*).

Évidemment organisée « à titre personnel », cette levée de fonds a créé le premier précédent connu du genre, les dîners suivants étant pour l'essentiel organisés sur ce modèle, y compris à New York, à Bruxelles ou à Londres. Précisons ici que les frais liés aux levées de fonds organisées au domicile du « poisson-pilote » sont des « dépenses privées non intégrées » aux comptes de campagne.

> Le 17 mai 2016 à 15:25, Guez, Philippe <Philippe.Guez@rothschild.com> a écrit :  
>  
> Cher Christian,  
>  
> Voici la liste des invités pour le dîner de jeudi 19 mai 2016 :  
>  
> 1. Michael Fribourg, CEO, Chargeurs : MFribourg@chargeurs.com <mailto:MFribourg@chargeurs.com>  
> 2. Joseph Haddad, CEO, Netgem : jha@netgem.com <mailto:jha@netgem.com>  
> 3. Patrick Jaïs, Avocat, de Pardieu : jais@pardieu.com <mailto:jais@pardieu.com>  
> 4. Patrick Pariente, Entrepreneur (ex Naf-Naf) : patrick@naf-naf.com <mailto:patrick@naf-naf.com>  
> 5. Arie Beneshoun, Représentant de Elnet France : arie.b@elnets.com <mailto:arie.b@elnets.com>  
> 6. Arthur Gerbi, Family Office (ex Gérard Darel) : arthur.gerbi@familyoffice.com <mailto:arthur.gerbi@familyoffice.com>  
> 7. Eric Dayan, Showroom Privé : ericdayan@showroomprivé.com <mailto:ericdayan@showroomprivé.com>  
> 8. David Dayan, Showroom Privé : daviddayan@showroomprivé.com <mailto:daviddayan@showroomprivé.com>  
> 9. Eric Sitruk, Entrepreneur dans l'immobilier : belair94@gmail.com <mailto:belair94@gmail.com>  
> 10. Jean-Claude Rhoun, Entrepreneur : jcrhoun@gmail.com <mailto:jcrhoun@gmail.com>  
> 11. David Layani, CEO, OnePoint : d.layani@onepoint.com <mailto:d.layani@onepoint.com>  
>  
> Avec moi donc 12  
> Avec Emmanuel et vous : 14 donc s'il n'y a pas de désistement nous sommes au complet. Tous ont été informés d'une contribution de 7.500 Euros.  
>  
> Amitiés  
> Philippe Guez



## ENQUÊTE

Pour situer **Philippe Guez**, dont la vie est rythmée par d'incessants voyages entre Tel-Aviv, Paris et Luxembourg-Ville, rappelons qu'il est alors le président du conseil des chefs d'entreprises France-Israël du **MEDEF International**, qu'il siège au conseil d'administration de la **Chambre de commerce France-Israël** (CCFI) et qu'il est membre du comité exécutif de l'**Appel unifié juif de France** (cf. *La Main invisible*). Complètement sous les radars jusqu'à la publication des **MacronLeaks**, il s'est repositionné depuis à la tête de **Guez Partners** où il est associé avec **Ornit Kravitz**, une ancienne de l'autorité israélienne des marchés, qui explique l'avoir connu « dans le bureau de **Benjamin Netanyahu**, en compagnie de **David de Rothschild** » (*Challenges*, 7 mars 2019).

Le 1<sup>er</sup> juin 2016, moins de deux semaines après Philippe Guez, un autre poisson-pilote entre en scène : **Édouard Tétreau**. L'éditorialiste multi-casquettes qui s'était fait le chantre du rachat d'**Alstom** par **General Electric** dans *Les Échos* (30 avril 2014) accueille, à domicile, un cocktail dînatoire avec le milliardaire du Net **Jacques-Antoine Granjon** en invité vedette, avant de remettre le couvert la semaine suivante, le 8 juin, avec, cette fois, la chiraquienne **Françoise de Panafieu** en prise de guerre. Plus de soixante grands donateurs en huit jours pour l'ancien protégé de **Claude Bébéar** qui récidivera après l'été en participant à la levée de fonds londonienne du 8 septembre 2016.

Dans les pas de Philippe Guez, c'est au tour d'**Olivier Pécoux**, alors directeur opérationnel de **Rothschild & Cie**, de piloter (« à titre personnel » évidemment), le 27 septembre 2016, une levée de fonds stratégique à la **Terrasse Martini** sur les Champs-Élysées, exigeant de la part des participants une « très grande discrétion autour de cet événement ». Ce qui sera en partie respecté, puisqu'il faudra attendre plus de six mois avant que l'information fuite dans *Valeurs actuelles*. La liste des participants présents lors de cette levée de fonds est restée secrète malgré les **MacronLeaks** dans lesquels nous apprenons tout de même que, lui-même grand donateur, Olivier Pécoux n'avait toujours pas été remboursé des frais engagés pour l'événement sept mois plus tard...

Si **Emmanuel Macron** affirmait, le 24 février 2017 sur **BFMTV**, que son mouvement n'avait pas été financé par une quelconque entreprise ou structure juridique, on peut toutefois s'étonner du soutien aussi massif que coordonné du personnel de la banque **Rothschild**, pourtant jusque-là très peu disert, voire carrément réservé quant aux capacités réelles du « Mozart de la Finance » (cf. *Une « ascension programmée »*).

Pour ne parler que des « associés-gérants » (le plus haut grade) de **Rothschild & Cie** documentés comme donateurs « plein pot », citons **Laurent Baril** (considéré, en interne, comme le « roi du *Private Equity* »), **Cyrille Dubois de Mont-Marin**, **Cyrille**

**Harfouche**, **Arnaud Joubert** et **Vincent Danjoux** (via son épouse **Florence Rollier**). **Brice Lemonnier**, directeur général chez **Rothschild & Co**, a également participé à la levée de fonds, ainsi que **Luce Gendry** (3000 euros), *senior advisor* de la banque.

**David de Rothschild**, le patriarche, a « maximisé » son financement à la campagne comme l'indique *Le Point* (11 mai 2017). Et parmi ses enfants ayant financé Emmanuel Macron, sont documentés des dons de son successeur **Alexandre de Rothschild** (2500 euros) ainsi que de la sœur cadette de ce dernier, **Louise de Rothschild**.

En fait, il n'en aurait pas été autrement si le soutien financier à Emmanuel Macron avait résulté d'une consigne et si se déplacer aux meetings pour faire la claque avait été obligatoire... Sollicitant l'équipe d'**En Marche!** pour retrouver un « grand, blanc, de 40 ans environ, travaillant chez Rothschild et qui était au meeting » du 10 décembre 2016, **Razika Abchiche**, banquière chez **Lazard** (cooptée depuis lors successivement par l'**Aspen**

## Pourquoi vendre Alstom serait une double bonne nouvelle

Le groupe français doit enfin trouver un actionnaire capable de l'accompagner à long terme dans son développement mondial. Et la France doit prendre conscience de l'urgence à changer de modèle industriel.

LA  
CHRONIQUE  
d'Édouard  
Tétreau



rellement mondial, enfin un track-record très estimable en termes de gestion des ressources humaines en France. Qui peut dire mieux, dans ces quatre registres ?  
C'est évidemment pas la classe politique française, droite et gauche confondues.

offrant, il faut enlever sine die ce qui nous tue. Les 3.900 pages du code du travail, primo-responsable de notre chômage de masse, en particulier celui des jeunes. Les taxes confiscatoires sur le patrimoine et les hauts revenus, puisant facteur de délocalisation des

Liste d'invités à valider (Attention : à noter JA Granjon)

Cocktail dînatoire #2 : Paris / PP Édouard Tétreau / Cercles influents (hors CAC40) + Croissance Plus

Date : 01 juin 2016

Horaire : 20H30

Durée : 1H30, dont passage Emmanuel d'1h00 (salutations 15min / speech 20min / Q&A 20min / sortie 5min)

Lieu : domicile privé Édouard Tétreau (75016)

Liste des invités : Quadra, hors CEO CAC40, PME (Croissance Plus)

Coordinateur : EM

Liste d'invités à valider (Attention : à noter Françoise de Panafieu)

Cocktail dînatoire #3 : Paris / PP Édouard Tétreau / Cercles « Influenceurs »

Date : 08 juin 2016

Horaire : 21H00

Durée : 1H30, dont passage Emmanuel d'1h00 (salutations 15min / speech 20min / Q&A 20min / sortie 5min)

Lieu : domicile privé Édouard Tétreau (75016)

Liste des invités : différents cercles (avocats, conseil, lobbying, édition, etc.)

Coordinateur : EM

Édouard Tétreau, promoteur de la vente d'Alstom à General Electric en 2014, «poisson-pilote» d'Emmanuel Macron en 2016.



## ENQUÊTE

Institute puis par la French-American Foundation) se voit répondre un « j'en ai au moins 8 en tête » (Emmanuel Miquel), « t'aurais dit petit, black et sans bras j'aurais pu te répondre » (Clara Koenig). Et de recevoir une liste non-exhaustive regroupant ceux qui se sont inscrits au meeting en question avec leur adresse professionnelle @rothschild.com. Outre les banquiers déjà croisés dans notre enquête (Grégoire Chertok, Arnaud Joubert, Laurent Baril, Cyrille Dubois de Mont-Marin et Philippe Guez) figurent Éric de Lacroix-Vaubois, associé-gérant, directeur de l'activité d'Equity Advisory France, Marc Romano, arrivé chez Rothschild après le départ d'Emmanuel Macron, mais aussi, et plus curieusement, le vétéran Yves-André Istel.

Né en 1936, Yves-André Istel descend en ligne directe d'Adolphe Crémieux, le signataire du fameux décret donnant la nationalité française aux juifs d'Algérie. Formé par Sigmund Warburg, ce rival de Michel David-Weill fut longtemps considéré comme le « banquier de l'ombre » derrière « les grandes alliances Europe-Amérique » (L'Expansion, 25 septembre 1987). Entre 1993 et 2002, Yves-André Istel devint vice-président de Rothschild Inc. et de Rothschild Europe, banques dont il a conservé le titre de « conseiller senior » depuis lors. Via l'Y.A. Istel Foundation, il est un gros bailleur de fonds du mondialisme figurant par exemple parmi les Harold Pratt Associates du Council on Foreign Relations (entre 10000 et 25000 dollars annuels) ou encore les Patrons (plus de 10000 dollars par an) de la French-American Foundation (FAF). La FAF, pour qui Emmanuel Macron joue désormais les rabatteurs, s'est enorgueillie, dans son Rapport 2013-2014 (cf. Encadré p.6), de son lobbying lors de la prise de contrôle d'Alstom par General Electric, en cooptant, comme administratrice, Clara Gaymard, alors présidente de GE France ou en organisant la venue de Jeffrey R. Immelt au Mémorial de Caen dans le cadre du 70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement en Normandie... Cette année-là, Michel Combes, qui n'avait pas encore liquidé Alcatel-Lucent avant de rejoindre Patrick Drahi chez SFR, fut également mis à l'honneur.

Les 432 occurrences de « Rothschild » dans les MacronLeaks permettent également de réviser intégralement l'histoire des Jeunes avec Macron (JAM) et de battre en brèche l'image d'Épinal médiatique de la « bande de Poitiers », du nom donné par les spin doctors à cette faction essentiellement homosexuelle du Mouvement des jeunes socialistes (MJS).

Financé lors de son lancement (dès le 30 juin 2015) par Henry Hermand, un des « sugar daddies » d'Emmanuel Macron, ce fan-club fut en fait quasi inexistant (cf. encadré p.7) jusqu'au doublement de son organigramme par l'intermédiaire d'une Association pour le financement du mouvement des jeunes avec Macron (AFJAM) déposée le 6 octobre 2016. À sa tête, un comité financier. Y est effectivement représentée la « bande de Poitiers » (via Sacha Houlié et Ambroise Méjean, l'« assistant » de Pierre Person) mais surtout deux personnalités totalement inconnues et restées dans l'ombre depuis lors : Alaric Audard (en tant que président) et Alexis Ravalais (en tant que trésorier).

Alaric Audard est présenté comme « enseignant à Sciences-Po » par le Huffington Post et comme « banquier d'affaires » dans la tribune Le Libéralisme est une valeur de gauche publiée par Le Monde en février 2016 dans le but de lancer un « collectif des

jeunes avec Macron » composé d'« administrateurs de La Gauche Libre ». Présentée comme un « think tank », mais ne disposant ni de bureau, ni de statuts, La Gauche Libre ne dépassera jamais le stade du simple compte Twitter tout en bénéficiant d'une couverture médiatique assez considérable.

Mais, dans les MacronLeaks, les courriels d'Alaric Audard sont paraphés de sa véritable fonction sociale à savoir « assistant director » chez Rothschild Global Advisory. En bon français, il est chargé des financements d'infrastructures au sein de l'équipe de conseils de Rothschild & Co qu'il a rejointe à la même époque qu'Emmanuel Macron. Est-il apparenté aux Audard qui constituent, au sein de la famille, une des sous-branches des Montefiore ? Quoi qu'il en soit, son activisme pendant l'élection présidentielle (1107 courriels répertoriés) suggère qu'il a eu l'aval de « la Maison » pour travailler à temps plein pour Emmanuel Macron.

Mentionné 200 fois, Alexis Ravalais, le « trésorier » des Jeunes avec Macron est également un transfuge de Rothschild & Co dont il a été un associé entre 2011 et 2014 avant de rejoindre la direction financière du Groupe Casino (Rallye), contrôlé par Jean-Charles Naouri, lui-même issu de l'« Inspection » et passé entre-temps chez Rothschild & Cie après avoir dirigé le cabinet de Pierre Bérégovoy à Bercy.

Sous la houlette d'Alaric Audard et d'Alexis Ravalais, les Jeunes avec Macron sortent véritablement de l'ombre, d'autant que le mouvement semble avoir bénéficié d'un budget très important comme le laisse entendre des échanges où une évaluation à 250000 euros pour le seul site Internet est jugée trop basse par Frédéric Nowak, un ingénieur informaticien passé par Thalès et Amazon Web Service, recommandé à Alaric Audard par Léo Romand-Monnier, aujourd'hui banquier chez Lazard, maître de conférences à Sciences-Po Paris et contributeur régulier de la revue Humanisme publiée par le Grand Orient de France.

## Macron et ses groupies de Rothschild

**D**IMANCHE 23 AVRIL. Deux associés gérants de la banque d'affaires Rothschild, avec lesquels Emmanuel Macron a travaillé durant près de quatre ans (de septembre 2008 à mai 2012), se présentent au premier rang du QG du Parc des expositions, porte de Versailles, pour filmer avec leurs téléphones portables l'arrivée du vainqueur du premier tour.

Accompagné de Laurent Baril, star des fusions-acquisitions de la banque d'affaires, Olivier Pécoux, coprésident du comité exécutif du groupe Rothschild & Co, est un brin gêné d'être repéré par une journaliste du « Canard ».

« Je suis ici incognito », insiste le bras droit de David de Rothschild, alors qu'il fait partie des récidivistes. Le 13 juillet 2016, il avait déjà assisté au premier meeting parisien du président d'En marche !. Ce 23 avril, Baril et Pécoux retrouvent un ancien camarade de la « maison » Rothschild : Lionel Zinsou, ex-conseiller de Laurent Fabius à Matignon et ex-Premier ministre du Bénin.

Les trois banquiers s'émervellent à l'idée que Macron, qu'ils ont connu « bébé », puisse l'emporter. Il serait le second « Rothschild », après Georges Pompidou, à gravir sous la V<sup>e</sup> République les marches de l'Élysée.

L'Histoire – et les « vraies gens » – en marche...

*L'état-major de Rothschild & Cie, soutien « incognito » du candidat Macron, comme le soulignait le Canard enchaîné avant la parution des MacronLeaks.*



## ENQUÊTE



## FRENCH-AMERICAN FOUNDATION France

FRENCH-AMERICAN FOUNDATION FRANCE

Sister Foundation promotes, recognizes transatlantic relationship in France

**F**ounded concurrently with the French-American Foundation—United States in 1976, the French-American Foundation—France, located in Paris, also works to promote a strong transatlantic dialogue and relationship through programs and events. The two sister organizations work together on various programs, notably the flagship Young Leaders program.

In 2013–2014, the French-American Foundation—France organized its French-American Breakfast series with 10 discussions. Among the guest speakers were **Jeffrey Immelt**, Chairman of General Electric; **Samuel Palmisano**, former Chairman of IBM; **Michel Combes**, Chief Executive Officer of Alcatel-Lucent; and **Irene Natividad**, President of the Global Summit of Women. The French-American Foundation—France launched its Translation Prize, supporting the French translation of David McCullough's 2010 work *The Greater*

*Journey, Americans in Paris*. The French version was published in 2014 by *Librairie Vuibert* as *Le voyage à Paris: Les Américains à l'école de la France, 1830–1900*. The French-American Foundation—France was also associated with the U.S. Embassy in France for the third annual *Washington Award for Innovation in Diversity*.

The Annual Gala Dinner of the French-American Foundation—France was held at Le Grand Palais in Paris on December 4, 2013, with many prestigious guests, such as **Larry Summers**, President Emeritus of Harvard University; **Maurice Levy**, Chairman and Chief Executive Officer of Publicis Group; **John D. Wren**, Chairman and Chief Executive Officer of Omnicom Group; and French artist **Raymond Depardon**.

To learn more about the French-American Foundation—France, visit [www.french-american.org](http://www.french-american.org).

## BOARD OF DIRECTORS

Honorary Chairman  
Walter J.P. Curley

Chairman  
Allan M. Chapin

Vice Chairmen  
François Bujon de l'Estang  
James G. Lowenstein

President  
Charles E.M. Kolb

Pierre Albouy\*  
Jean-Luc Allavena\*  
René-Pierre Azria  
Paul S. Bird  
Richard Cicchillo, Jr.  
Paul B. Clemenceau  
Alain Coblence  
Gary M. Cole  
Michel David-Weill  
Shannon Fairbanks  
Charles Ferguson\*

James Finkel

Brian Fix

Adam Gopnik

Jean-Marie Guéhenno

Catharine Hamilton

Arthur A. Hartman

John G. Heimann

Janet Howard

Yves-André Istel

Sophie L'Hélias\*

Joanne Lyman

David T. McGovern

Christophe Navarre

Clare O'Brien\*

François Pagès

Marie-Noëlle Pierce

Leah Pizar

Douglas Price

Clyde E. Rankin, III

Felix G. Rohatyn

Alfred J. Ross

Jeffrey F. Scott

Anthony A. Smith\*

Craig R. Stapleton

Marie-Monique Steckel

Pierre Tattevin

John A. Thain\*

G. Richard Thoman

David Thoms

Antoine G. Treuille

Antonio Weiss

Guy Willdenstein

\* Young Leaders

Annual Report et Annuaire – 2013–2014

27

participe à l'un des *Office Friday* du BCG (cf. *Les consulting boys de la Macronie*, *Consultor*, 8 octobre 2019).

De cette petite connexion Rothschild-BCG naîtra à une carrière politique, puisque l'épouse de Guillaume de Montchalin, **Amélie** (née **Bommier**) sera, dans la foulée, élue députée LREM, puis nommée successivement secrétaire d'État chargée des Affaires européennes puis ministre de la Transformation et de la Fonction publiques.

Inutile de préciser que, comme **Rothschild & Cie**, le **BCG** figure en bonne place parmi ceux qui ont « croqué » lors de la vente d'**Alstom** à **General Electric** (à hauteur de 5 millions). Au sein de cet important cabinet américain, qui, avec **McKinsey**, se verra encore confier la restructuration de la branche hydraulique de la branche hydraulique d'**Alstom** après son passage sous pavillon américain, **Guillaume Charlin**, directeur général du **BCG** en France, figure parmi les premiers « grand donateurs » d'**En Marche!**

La vente d'**Alstom** à **General Electric** apparaît en creux dans le rapport 2013-2014 de la French-American Foundation.

Outre les « Rothschild's boys » **Alexis Ravalais** et **Alaric Audard**, les *MacronLeaks* montrent le rôle central au sein des *Jeunes avec Macron* de **Martin Bohmert**, un militant socialiste qui deviendra délégué général des *Jeunes avec Macron* en mars 2018. Ayant démissionné de son poste de directeur innovation Europe chez **General Electric Power** dans l'espoir d'atterrir à Bruxelles après les élections européennes de 2019, il quittera finalement ses fonctions au sein du mouvement présidentiel sur fond d'accusations de harcèlement sexuel (cf. *Les zones d'ombre du patron des Jeunes avec Macron*, *lepoint.fr*, 20 mars 2019). Il n'aura certainement pas été dépaycé en trouvant son point de chute au bureau parisien du cabinet américain **McKinsey**.

Pour achever cette exploration des « murs porteurs Rothschild » de la campagne d'**Emmanuel Macron**, citons cet échange aussi court que révélateur entre **Stéphane Charbit**, gérant chez **Rothschild & Cie** et **Guillaume de Montchalin**, alors « principal » au **Boston Consulting Group** (BCG). Nous sommes en juin 2016, deux mois après le lancement officiel d'**En Marche!** Le consultant sollicite le banquier pour accéder au ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, afin qu'il

## Christian Dargnat, rabatteur en chef

Quelque 1 370 courriels issus des *MacronLeaks* documentent le rôle central de **Christian Dargnat** dans le volet financier de la campagne d'**Emmanuel Macron**. Transfuge de **BNP Paribas**, il est celui qui a dirigé la levée de fonds géante, flanqué de son bras droit, **Emmanuel Miquel** (cf. *Quand « la Maison » se porte garante*). Inconnu jusque-là, Christian Dargnat est resté dans les coulisses depuis lors. À la tête d'**Alphée Consulting**, qu'il a montée dans le sillage de l'élection présidentielle de 2017, il s'active actuellement dans l'ombre d'**Antoine Frérot**, patron de **Veolia** et donateur de la campagne d'**Emmanuel Macron**, dans les manœuvres entourant la découpe de **Suez**.

**Alphée Consulting** est sise à son domicile privé de la rue Joseph-Bara (VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris), une adresse que nous mentionnons car nous l'avons déjà croisée comme domiciliation d'**Emmanuel Macron** sur le contrat du prêt **Allianz/Siaci Saint-Honoré**. Christian Dargnat a été nommé chevalier de la Légion d'honneur (promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2020).



## ENQUÊTE

Titulaire d'un DEA d'économie et finance internationale de Paris Dauphine, **Christian Dargnat** a occupé plusieurs postes de direction chez **Crédit Agricole Asset Management** avant de rejoindre, en 2006, **BNP Paribas Asset Management**, la branche du groupe bancaire chargée de la gestion d'actifs, dont il est devenu le directeur général en 2009. Dès lors, il s'investit au **MEDEF**, en tant que responsable du comité « Monnaie et système international » (2010-2013) puis à l'**Association européenne pour la gestion de fonds et d'actifs** (EFAMA), le lobby du secteur au niveau européen, assurant sa vice-présidence entre 2013 et 2015. Parallèlement, il a intégré la commission consultative de l'**Autorité des marchés financiers** et le collège des investisseurs institutionnels de **Paris Europlace**, le lobby de la finance parisienne, déjà acquis à **Emmanuel Macron**, tout comme le club **Le Siècle** qui invite Christian Dargnat à ses dîners mensuels dans le courant de l'année 2015...

Comprendre l'implication de Christian Dargnat, et par extension de la **BNP**, dans le cœur nucléaire de l'opération Macron 2017, nécessite d'explorer les méandres d'un véritable système. Il existe d'abord, entre la **BNP** et la **Compagnie financière Edmond de Rothschild**, des liens forts qui expliquent, par exemple, que **Barbara Guggenheim** ait rejoint **Edmond de Rothschild** comme responsable de l'**Anti-Money Laundering** (lutte contre le blanchiment) et de la **compliance** après avoir occupé pendant douze ans des fonctions analogues chez **BNP Paribas** à Genève...

Au niveau inférieur, **Mylène Bonot**, responsable des relations avec les investisseurs chez **Edmond de Rothschild** à Paris, fut mise à contribution comme « poisson-pilote » de l'opération de levée de fonds d'Emmanuel Macron. Au niveau intermédiaire, on observe que **Jean-Hervé Lorenzi**, en plus de siéger au directoire de la **Compagnie financière Edmond de Rothschild** et au conseil de surveillance d'**Euler-Hermès** (la filiale du groupe **Allianz**), émarge au conseil d'administration de **BNP Paribas Cardif**, la branche assurance de la **BNP**, ainsi qu'au comité de direction de l'**Institut Louis Bachelier**.

Association domiciliée au Palais Brongniart, l'**Institut Louis Bachelier** fixe la ligne de **Paris Europlace**, le lobby de la place de Paris, tout en étant sa courroie de transmission au sein de la recherche et du monde académique via une cinquantaine de chaires de recherche. Cet « institut » est présidé par **André Lévy-Lang**, un vétéran du mondialisme (**Le Siècle**, **Bilderberg Group**, **Commission Trilatérale**, etc.), ancien président de **Paribas**, aujourd'hui membre du conseil de surveillance de

Expéditeur: EMELIEN Ismael <emilien.ismael@cabinets.finances.gouv.fr>

Date: 16 octobre 2015 00:11:11 UTC+2

Destinataire: 2M E <e2m@cabinets.finances.gouv.fr>, KOHLER Alexis <Alexis.KOHLER@cabinets.finances.gouv.fr>, SEJOURNE Stephane <stephane.sejourne@cabinets.finances.gouv.fr>

Objet: Rép : Tr : Article l'opinion

exactly

De : 2M E

Envoyé : vendredi 16 octobre 2015 00:11

À : EMELIEN Ismael; KOHLER Alexis; SEJOURNE Stephane;

Objet : Ré: Tr : Article l'opinion

Alors que ce sont les coloc de steph?;

De : EMELIEN Ismael

Envoyé : Friday, October 16, 2015 12:09 AM

À : 2M E; KOHLER Alexis; SEJOURNE Stephane;

Objet : Ré: Tr : Article l'opinion

Une enquête de l'opinion sur les Jeunes avec Macron, qui ont visiblement réussi à lui vendre une ampleur que je ne leur soupçonnais pas.

Plutôt propre, puisqu'il est bien précisé que c'est totalement autonome du cabinet,

Embryon

### Les «Jeunes avec Macron», la petite entreprise couvée par le PS

Les supporters du ministre de l'Économie vont lancer le think tank L'a Gauche libre

2M E <e2m@cabinets.finances.gouv.fr>

=  
**Emmanuel Macron**

*À l'image du macronisme, les Jeunes avec Macron ne sont qu'une coquille vide sans le tintamarre médiatique et le discret renfort de la banque Rothschild.*

**Paris Orléans (Rothschild & Co)**. André Lévy-Lang préside également le conseil de surveillance des **Échos**, le quotidien économique très officiellement « partenaire » du **Cercle des économistes** animé par Jean-Hervé Lorenzi.

Aux côtés d'André Lévy-Lang et de Jean-Hervé Lorenzi, siège au comité de direction de l'**Institut Louis Bachelier**, **Nicole El Karoui** (née **Schvartz**), considérée comme la papesse de l'enseignement de la finance en France en tant que responsable du master « probabilités et finances » à la Sorbonne et à Polytechnique. Aujourd'hui très contestée pour sa priorité donnée aux analyses quantitatives, elle a tout de même été élevée au grade d'officier de la Légion d'honneur en 2019.

Ce qui n'a évidemment aucun lien avec le fait qu'elle soit la mère d'**Hakim El Karoui** qui, après avoir croisé la route d'Emmanuel Macron chez **Rothschild & Cie**, a été chargé par ce dernier de piloter, en liaison avec l'**Institut Montaigne**, l'instauration d'un « Islam de France » inspiré de son essai sobrement intitulé *L'Islam, une religion française* (Gallimard, 2018). À mi-chemin entre Rothschild et l'« islam républicain », El Karoui et Macron se croiseront autour de la dépouille d'**Alstom**...

On ne peut évoquer André Lévy-Lang et Jean-Hervé Lorenzi sans mentionner un troisième personnage, **Michel Cicurel**. Issus de la diaspora juive d'Alexandrie, Michel Cicurel et André Lévy-Lang ont travaillé dans les années 1980 à la **Compagnie bancaire** (**Paribas**) avec **François Henrot**, avant de lancer ensemble la banque **Cortal**. La relation entre Jean-Hervé Lorenzi et Michel Cicurel est d'une autre nature puisqu'il s'agit d'une relation hiérarchique, le président du **Cercle des économistes** étant considéré, dans les allées du pouvoir, comme un subordonné de Michel Cicurel.



## ENQUÊTE


Neveu de **Pierre Mendès France**, condisciple de **Laurent Fabius** à l'**ENA**, proche d'**Alain Minc**, coopté par **Maurice Lévy** au conseil de surveillance de **Publicis Groupe**, **Michel Cicurel** a pris durant treize ans la tête de la **Compagnie financière Edmond de Rothschild** dont il a fini par laisser les rênes, lassé, comme tant d'autres, par l'interventionnisme d'**Ariane** (née **Langner**), l'épouse du noceur **Benjamin de Rothschild**. Exerçant un magistère au **Cercle Abravanel** (cf. *Encadré*) où furent vantés les exploits de **Patrick Kron** dans l'affaire **Alstom**, il joue le monsieur bons offices du gotha patronal français en Israël via **La Maison**, son club d'investisseurs hébergé par l'**UBS**. Regroupant la famille **Dassault**, **Xavier Niel**, **Maurice Lévy**, **Alain Mérieux**, **Michel David-Weill** ou encore **Jacques-Antoine Granjon**, **La Maison** a par exemple investi dans **Guardicore** et **ThetaRay**, les sociétés israéliennes qui opèrent le système de sécurité et d'information de **BNP Paribas**.

Même dans les moments les plus compliqués du quinquennat, **Jean-Hervé Lorenzi** est resté un inconditionnel d'**Emmanuel Macron** (on consultera par exemple *Cessons de caricaturer la politique de Macron* publié dans *Les Échos* du 24 octobre 2018) avec qui il avait planché, en 2011, sur le programme de **François Hollande**. De son côté, **Michel Cicurel** a tutoyé le ridicule en prédisant que, grâce à Emmanuel Macron, la « France serait au centre du monde » (*BFM Business*, 1<sup>er</sup> février 2017), ce dernier n'étant rien de moins que la « dernière digue de l'Europe démocrate » : « le cancer qui ronge l'Europe, recouvert du voile pudique du populisme, n'est rien d'autre que la tentation nationale-socialiste » (*cicurelmichel.com*, 8 janvier 2019). À défaut d'avoir placé « la France au centre du monde », Emmanuel Macron aura au moins recasé, comme député au parlement de Bruxelles, la demi-sœur de Michel, **Ilana Cicurel**, passée entre-temps de la direction générale de l'**Alliance israélite universelle** au bureau exécutif de La République en Marche...

Si le tandem Jean-Hervé Lorenzi/Michel Cicurel paraît bien positionné pour articuler la garantie **Siaci Saint-Honoré** et la mise à disposition de l'opération Macron de transfuges de l'état-major de la **BNP**, d'autres liens encore unissent **Edmond de Rothschild** et la **BNP**. **Ervin Rosenberg**, qui acheva sa carrière avec les titres de conseiller du groupe **Edmond de Rothschild** et de directeur général adjoint honoraire de **BNP Paribas**, fut (bien plus que **Michel Pébereau**) le vrai mentor de **Jean-Laurent Bonnafé**. Administrateur directeur général de **BNP Paribas** depuis 2011, Jean-Laurent Bonnafé fut propulsé, quelques mois après l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, à la présidence de la plus qu'influente **Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris** (AROP).

De la **BNP** à l'AROP en passant par **Paris Europlace**, **Edmond de Rothschild**, **Siaci Saint-Honoré** et le club **Le Siècle**, le panorama ne saurait être complet sans revenir sur le cas de **Jean-Pierre Jouyet**, qui fut un des « parrains » d'Emmanuel Macron depuis l'**ENA** jusqu'à Bercy. Comme Emmanuel Macron, qui n'en est officiellement pas membre, Jouyet a un rapport complexe à l'**Inspection générale des finances** (IGF). Dans le Landerneau, chacun sait qu'il en fait des tonnes sur l'« Inspection » parce qu'il ne l'a l'intégrée qu'en réussissant à apitoyer François Hollande lors de l'« amphi garnison » (où sont attribuées les affectations en fonction du classement de sortie de l'**ENA**), lequel acceptera, chose rarissime (unique ?), de lui laisser sa place pour rejoindre la moins prestigieuse **Cour des comptes**.

Malgré son ralliement à **Nicolas Sarkozy**, Jouyet obtiendra encore de François Hollande la direction générale de la **Caisse des dépôts et consignations** en 2012, au retour de la gauche au pouvoir. Dès son arrivée, il s'attelle au lancement de **Bpifrance**, une banque publique au périmètre mal défini, empiétant sur celui de l'**Agence des participations de l'État**, l'administration qui, depuis Bercy, chapeaute l'actionnariat public dans les entreprises. Jean-Pierre Jouyet ne s'y serait pas pris autrement s'il avait voulu neutraliser les deux organismes. Aux abonnés absents lors du raid sur **Alstom**, **Bpifrance**, comme si c'était sa véritable raison d'être, déploiera la même inertie lors de la fusion **Technip-FMC** en renonçant à faire jouer ses droits de vote.




Lionel Errera  
Président du Cercle Abravanel

Vous propose un

**PETIT-DÉJEUNER  
CERCLE ABRAVANEL**

avec

**MICHEL CICUREL**



Président du groupe La Maison  
Ex Président du directoire de  
La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild

**MARDI 13 MARS 2018 À 8H**

Cercle Isaac Abravanel de l'Appel Unifié Juif de France

Merci de bien vouloir confirmer votre présence rapidement auprès d'Estelle Amiel  
e.amiel@aujff.org - 01 42 17 11 81 - 06 73 40 96 75





## ENQUÊTE

À la tête de Bpifrance, **Jean-Pierre Jouyet** a placé un de ses protégés, **Nicolas Dufourcq**, membre de l'« Inspection », du club Le Siècle (comme l'avait été son père, le diplomate **Bertrand Dufourcq**) et de la French-American Foundation, ayant suivi le programme en 1994 pendant qu'il conseillait **Michel Bon** qui amorçait la privatisation de France Telecom. Nicolas Dufourcq sera reconduit à la tête de Bpifrance par **Emmanuel Macron**, membre comme lui des Gracques, sous la houlette de Jean-Pierre Jouyet. Ce collectif de hauts fonctionnaires qui, en 2007, plaidait en faveur d'une alliance du centre droit et du centre gauche dès le premier tour (avant, pour l'essentiel, de rallier **Nicolas Sarkozy**...) se mettra quasi totalement au service d'Emmanuel Macron après un rappel des troupes, le 21 novembre 2015, lors de la cinquième Université des Gracques.

De nombreux Gracques seront récompensés, à l'image d'**Éric Lombard**, nommé, en 2018, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Celui qui rappelle dès qu'il le peut, qu'il est, par sa mère, un « Lévy » (petit-fils de l'industriel **Pierre Lévy**, fondateur du groupe Devanlay), coche bien d'autres cases : membre du Cercle des économistes, coopté au club Le Siècle en 2015, il a fait l'essentiel de sa carrière chez BNP Paribas où il a fini directeur général de la branche assurance, BNP Paribas Cardif (2004-2013). Sur demande de l'Élysée, la Caisse des dépôts et consignations s'active aujourd'hui pour que l'État puisse racheter leur flotte aux croisiéristes qui seront impactés durablement par le Great Reset. Évidemment, cela ne serait pas présenté comme le sauvetage d'un secteur dont un des acteurs principaux, MSC Croisières, est contrôlé par la famille d'**Alexis Kohler**, le binôme d'Emmanuel Macron à l'Élysée, mais comme une reconversion des flottes en « navires-hôpitaux » dans le cadre d'un prétendu « plan massif » pour l'hôpital public, à en croire la note de préfiguration réalisée par la Banque des Territoires et révélées par Mediapart (cf. Hôpital public : la note explosive de la Caisse des dépôts, 31 mars 2020).

Les Gracques lient également Emmanuel Macron à **Guillaume Hannezo**, inspecteur des finances, conseiller économique de **Pierre Bérégovoy** puis de **François Mitterrand**, devenu le bras droit de **Jean-Marie Messier** à la tête de Vivendi. Tout le monde a oublié que Vivendi avait vendu sa participation majoritaire dans NBC Universal à General Electric en 2009, parallèlement à la comparution de Messier et d'Hannezo devant la justice américaine. Entre-temps, Guillaume Hannezo a rejoint en tant qu'« associé-gérant » Rothschild & Cie (2007-2014), représentant notamment **Édouard de Rothschild** au conseil d'administration de Libération, tout en étant administrateur de Terra Nova, le think tank financé par **Henry Hermand**, qui, en 2012, théorisa l'abandon des classes populaires autochtones par la gauche et qui, dernièrement, a fait de l'augmentation des droits de succession son principal cheval de bataille. *Senior advisor* du fonds américain Lone Star Funds (2016-2019), Guillaume Hannezo a depuis été recasé par Emmanuel Macron au Comité Action Publique 2022.

Déjà croisé à l'occasion du faux lancement des Jeunes avec Macron, **Henry Hermand** fut non seulement le « sugar daddy » d'Emmanuel Macron et le mécène de Terra Nova mais aussi celui de **Michel Rocard** avec qui il milita au PSU,

de l'écrivain marocain **Tahar Ben Jelloun** ou encore du journaliste **Éric Fottorino** comme actionnaire de référence de l'hebdomadaire macronolâtre Le 1. Figure de nourricière des chrétiens de gauche, **Henry Hermand** a fait fortune dans les années 1960 en exploitant la plateforme commerciale de Saint-Maximin (Oise) construite sur du foncier détenu par **Alain et Élie de Rothschild**.

C'est accompagné de **Christian Dargnat** qu'Emmanuel Macron se rendra à la cérémonie religieuse organisée à la suite de la disparition d'**Henry Hermand** qui avait été le témoin de son mariage (célébré au Touquet mais préparé dans sa villa de Tanger). Deux ans après ce décès survenu le 5 novembre 2016, Le Monde (10 novembre 2018) devait publier un article intitulé Le Vieil homme et le (futur) président, un bien étrange portrait qui rappelle que les parents d'Emmanuel Macron « planent comme des fantômes sur sa biographie » tout en présentant Emmanuel Macron comme « le fils préféré » d'**Henry Hermand**. Et d'insister en concluant sur le récit de son décès : « Il s'est endormi apaisé, son fils était venu lui dire au revoir. »

À Senlis (Oise) où il résidait, **Henry Hermand** a siégé au fonds de dotation du Patrimoine de Senlis aux côtés du diplomate **Jean-Marc Simon** qui, en poste à l'ambassade de France au Nigéria, fut le premier maître de stage d'Emmanuel Macron à l'ENA avant de devenir le suppléant d'**Éric Woerth** aux élections législatives de 2012. Emmanuel Macron a daté sa rencontre avec **Henry Hermand** de l'époque de son deuxième stage effectué à la préfecture de l'Oise. C'est à l'occasion de ce stage qu'il aurait donc rencontré **Henry Hermand**, mais aussi **Pierre Donnersberg**, le président de Siaci Saint-Honoré. À l'en croire, cette dernière rencontre aurait été organisée par **Édouard Courtial**, également franc-maçon de la GLNF (Commémoration Lodge n° 34), devenu sénateur LR de l'Oise en 2017, non sans avoir été coopté coup sur coup au club Le Siècle et au Club des Cent. Dans son hommage à **Henry Hermand** publié dans Macron par Macron (Éditions de l'Aube, 2017), Emmanuel Macron saluera l'entourage de son mécène en mentionnant notamment le banquier **Henri Moulard**, président d'honneur de Truffle Capital, la société de capital-risque que ce dernier a dirigée entre 2002 et novembre 2016, date à laquelle il a laissé son fauteuil à un certain... **Patrick Kron**.

Retour aux Gracques dont fait également partie **François Villeroy de Galhau** qui, depuis la Banque de France, accueillera **Sylvie Goulard**, la protégée de **Nicolas Berggruen** contrainte à la démission du gouvernement Philippe. Membre de l'« Inspection », ancien directeur de cabinet de **Dominique Strauss-Kahn** à Bercy, **Villeroy de Galhau** est cet éternel n° 2 de la BNP qui a échoué à succéder à **Michel Pébereau** puis à **Baudouin Prot**. Condisciple de **Serge Weinberg** à l'ENA, très proche de **Patrick Kron**, **Baudouin Prot** est aujourd'hui administrateur de Veolia et *senior advisor* du Boston Consulting Group.

De son côté, **François Villeroy de Galhau** réussira tout de même à obtenir de **Jean-Pierre Jouyet** d'être nommé gouverneur de la Banque de France en novembre 2015, et ce, sans faire un détour par Bercy où Emmanuel Macron envisageait d'en faire son directeur de cabinet.



## ENQUÊTE

François Villeroy de Galhau, Emmanuel Macron l'a également croisé à la Commission Attali et à En Temps Réel, le think tank saint-simonien présidé par Stéphane Boujnah, également membre des Gracques et de la Commission Attali. Passant pour avoir pesé dans l'enrôlement de Christian Dargnat à la tête de la levée de fonds d'En Marche!, membre comme ce dernier de Paris Europlace, Stéphane Boujnah a un profil nettement plus politique que les « technos » des Gracques. Il a en effet milité dans les rangs rocardiens après avoir participé, avec Julien Dray, au lancement de SOS Racisme, mais au titre de l'Union des étudiants juifs de France tout comme Éric Ghebali, aujourd'hui vice-président chargé du développement international de Suez.

Délégué commercial chargé des transferts de technologie au Canadian Trade Commissioner Service à Tel-Aviv (1988), recruté au cabinet britannique Freshfields à Paris, Stéphane Boujnah se spécialisa dans les fusions-acquisitions après un passage au cabinet de Dominique Strauss-Kahn. Membre du club Le Siècle, *young leader* de la French-American Foundation, il a été, à partir de 2010, directeur général Benelux France de Santander avant de monter au comité exécutif mondial de la division Santander Global Banking & Markets, parallèlement au rachat par cette banque espagnole de GE Money Bank. Par pure coïncidence, cette acquisition fut annoncée le 23 juin 2014, exactement au même moment que celle de la branche énergie d'Alstom par GE. En novembre 2015, Stéphane Boujnah sera promu à la présidence du directoire d'Euronext, le groupe issu de la fusion des Bourses d'Amsterdam, de Bruxelles et de Paris.

### Dans la limite des stocks disponibles

Le rôle de Jean-Pierre Jouyet dans le parcours d'Emmanuel Macron a été très largement surévalué, et ce, à chaque étape de son « ascension programmée ». En 2010, par exemple, Jouyet s'imagina présenter celui qu'il croit être son poulain à François Hollande en organisant une rencontre dans l'appartement de la rue Raynouard (XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris) qu'il partage avec son épouse, Brigitte Taittinger. Il ne sait pas qu'en fait, Hollande et Macron se connaissent depuis quelques années déjà, ayant été présentés par Jacques Attali lors des agapes que ce dernier organise chez lui, à Neuilly-sur-Seine. En août 2014, à voir sa mine ravie sur le perron de l'Élysée lorsqu'il annonce Emmanuel Macron à Bercy, on peut penser que Jean-Pierre Jouyet est le vrai maître à bord. Mais à l'époque, son poulain est « toujours coraqué dans l'ombre par Attali et Minc » (*Le Monde*, 31 août 2019).

Jouyet est également convaincu d'avoir pesé dans la promotion d'Emmanuel Macron à l'Élysée en 2012. N'a-t-il pas demandé sa nomination à François Hollande lors d'une visite à son domicile, au lendemain de son élection ? En réalité, comme le rapporte *Le Monde*, l'affaire était réglée depuis de longs mois : « janvier 2012. François Rebsamen, proche ami et futur ministre de François Hollande, est convié à un dîner secret chez Bernard Attali. Ancien patron du GAN et d'Air France, le frère de Jacques raffole de ce genre d'agapes où l'on fait et défait les carrières, entre chefs d'entreprises d'élite. À défaut d'être présent physiquement ce soir-là, Macron est au menu de la discussion. Ont été conviés Gérard Mestrallet (Suez), Jean-Pierre Clamadiou (Rhodia), Jean-Pierre Rodier (Pechiney),

Serge Weinberg (Sanofi) et quelques autres... « Un pont discret entre patrons et responsables-amis politiques », nous confirme Bernard Attali. En clair, des puissances industrielles de gauche, aux réseaux XXL, au service d'un prometteur politicien en herbe. Et un bel investissement sur l'avenir. Au retour, Rebsamen transmet une consigne claire à Hollande. Il raconte : « Le message qu'ils me font passer, c'est : « Si Hollande est élu, dis-lui qu'on n'a qu'une demande à formuler : que Macron soit secrétaire général à l'économie. » Je vois François Hollande, il me dit : « C'est le seul message qu'ils t'ont fait passer ? » Je lui réponds : « Oui, le seul »... « La doléance est sans ambiguïté : le jeune Macron doit obtenir un poste d'influence. Lui-même est d'ailleurs du genre exigeant. Être simple conseiller à l'économie à l'Élysée ? Il vaut mieux que ça. Il se verrait bien secrétaire général adjoint. « Si Hollande ne veut pas, je n'y vais pas », annonce-t-il à Minc. Mais Hollande veut bien » (*La Dévorante ambition d'Emmanuel Macron*, 31 août 2019).

Nommé administrateur de SFR lors du rachat de l'opérateur par Patrick Drahi sous les auspices d'Emmanuel Macron, Bernard Attali sera promu, en 2019, au comité de pilotage de l'Innovation de la Défense (placé sous la responsabilité de la DGA du ministère des Armées), puis, en 2020, à la tête du « comité des sages » installé par Pierre Moscovici (un autre familier du Cercle Abravanel...) à la Cour des comptes dans le cadre de la réforme ultra-sensible des juridictions financières. Jouissant d'une place aussi singulière que stratégique au sein de la « Macronie », Bernard Attali ne s'est jamais caché de son rôle d'agent d'influence de l'État profond américain au sein de la technocratie française synthétisée au club Le Siècle.

En 2013, Bernard Attali a ainsi été recruté par Bank of America/Merrill Lynch, intégrant l'*advisory board* européen de la banque qui jouera bientôt un rôle central dans l'opération Alstom/General Electric. Dix ans plus tôt, sur le même modèle, son recrutement par David Bonderman au Texas Pacific Group (TPG) était intervenu alors que TPG, agissant comme faux-nez des services secrets américains, s'appretait à mettre la main sur Gemplus, le fleuron français de la carte à puce, en plaçant à sa tête un certain Alex Mandl, transfuge d'In-Q-Tel, le fonds d'investissement de la CIA.

Mise sous le boisseau à l'issue de tractations entre Bernard Attali et Alain Juillet (les deux émargeront quelques années plus tard au cabinet d'affaires américain Orrick...), cette affaire a rebondi en 2017 avec les MacronLeaks qui, étrangement, comprenaient une abondante documentation relative à ce premier vrai précédent du scandale Alstom. Outre les MacronLeaks, on consultera sur le sujet le Rapport d'information sur la stratégie de sécurité nationale rendu en juin 2004 par le député Bernard Carayon, ainsi que le documentaire de CAPA, Europe/USA, la guerre économique secrète (Canal+, 28 mars 2005), mais aussi La Puce et le Morpion : Les dessous du raid de la CIA sur la première Licorne française (Bruno Charlaix et Marc Delassus, Librinova, 2019).

Le 26 septembre 2011, Emmanuel Macron, alors associé-gérant chez Rothschild & Cie, livre au journaliste Laurent Mauduit une confidence qui en dit long tant sur lui qu'au sujet de Jean-Pierre Jouyet, qui préside alors l'Autorité des marchés financiers où il a été promu après son ralliement à Nicolas Sarkozy : « Jean-





## ENQUÊTE

Pierre est maladroît. Il ne comprend pas que lui et moi sommes hautement toxiques pour **François Hollande** si on s'affiche à ses côtés » (cité dans *À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, **Don Quichotte**, 2014).

Avec la condescendance qui lui est propre, **Alain Minc** décrit **Jean-Pierre Jouyet** comme « l'une des rares personnes à avoir fait en partie carrière sur la gentillesse ». Sauf que derrière cette déclaration sibylline, Alain Minc sait très bien que ce qui a fait de Jean-Pierre Jouyet une figure incontournable du « Petit Paris » n'est ni son appartenance à l'« Inspection » et encore moins sa « gentillesse », mais bien son second mariage avec **Brigitte Taittinger** (cf. *Les Jouyet, un couple au pouvoir*, **Le Monde**, 9 octobre 2014).

Connus pour leur champagne, pour leur président du Conseil municipal de Paris sous le gouvernement du maréchal **Pétain**, ainsi que pour leur patron de **Total** indifférent aux impératifs énergétiques du Nouvel Ordre Mondial, décédé dans un accident d'avion le 20 octobre 2014, les **Taittinger** contrôlaient encore, au début des années 2000, sous le patronage de la **Banque Worms**, la cristallerie **Baccarat**, nombre de palaces dont le **Lutetia** et le **Crillon** à Paris, la **Mamounia** à Marrakech, le **Martinez** à Cannes, la chaîne d'hôtels **Campanile** ou encore la parfumerie **Annick Goutal** que présidait Brigitte Taittinger, la seconde épouse de Jean-Pierre Jouyet. C'est cette dernière qui organisa les réunions familiales préliminaires à la vente des actifs Taittinger en 2005.

En coulisse, cette bataille entourant la vente de ces actifs se joua au **Club des Cent**, le club réunissant les gastronomes et les chasseurs du gotha, présidé par **Jean Solanet**, une pièce rapportée de la famille Taittinger, également administrateur de l'incontournable **Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris** (AROP). Parmi les « Cent », notons **Patrick Sayer** (**Eurazeo**) et **Amaury de Sèze** (**PAI Partners**) qui tentèrent d'emporter le morceau avant d'être coiffés au poteau par **Starwood**, mais aussi **Robert Peugeot**, qui via la **FFP**, la holding patrimoniale des **Peugeot**, joua les « ambassadeurs » aux côtés du baron belge **Albert Frère**, lui aussi membre du **Club des Cent**. Et c'est toujours parmi les « Cent » que seront retenus les « conseils » de la famille, à savoir **Thierry Varène**, au titre de **BNP Paribas**, et **François Henrot** au titre de **Rothschild & Cie**... C'est cette même connexion **Rothschild & Cie-BNP Paribas** qui, des années plus tard, surdéterminera la levée de fonds d'**En Marche**!

Au pays où le capitalisme de connivence prend l'allure d'une grande braderie des bijoux de famille (dans la limite des stocks disponibles...), le **Club des Cent** apparaîtra, entre-temps, en toile de fond de la vente d'**Alstom** à **General Electric**, comptant parmi ses membres, pour **Rothschild & Cie**, **François Henrot** mais aussi **Éric de Rothschild** ainsi que **Martin Bouygues**, vendeur de ses parts dans **Alstom**. Côté **Lazard**, « conseil » de **General Electric**, on retrouve parmi les « Cent » **Michel David-Weill** et **Bruno Roger** qui constituent l'état-major historique de la banque, mais aussi **Jean-Louis Beffa**, *senior advisor* de **Lazard** (2010-2019) et accessoirement prédécesseur de **Jean-Laurent Bonnafé** à la tête de l'**Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris** (AROP).

Au **Club des Cent**, tout ce petit monde retrouve **Erik Orsenna** (né **Éric Arnoult**, dit), académicien et surtout gourou du CAC 40, ancien de la **Commission Attali**, qui le premier a

présenté **Christian Dargnat** à **Emmanuel Macron**. Très lié à **Jacques Attali**, Erik Orsenna a travaillé dans les années 1970 sous ses ordres au sein de l'**Institut de recherche et d'informations socio-économique** (IRIS) qui visait déjà à convertir la gauche au néolibéralisme. Travaillaient à ses côtés à l'**IRIS**, le journaliste **Éric Le Boucher** (*Slate*, *Les Échos*), lié à Emmanuel Macron depuis la **Commission Attali**, mais aussi un certain **Jean-Hervé Lorenzi**. Et comme le monde est petit, le frère d'Erik Orsenna, **Thierry Arnoult**, a épousé **Nadine Hermand**, la benjamine des filles d'**Henry Hermand**, un des gros donateurs de l'**AROP**.

Si, au milieu des années 2000, **François Henrot** intervient au titre de **Rothschild & Cie** sur le dossier **Taittinger**, c'est parce que plusieurs membres de la famille ont exprimé leur méfiance, voire leur colère, vis-à-vis d'un autre des pontes de la banque, **Jean-Claude Meyer**, au fait de tout ce qui se trame dans la coulisse des Taittinger depuis qu'en 2001, il a épousé **Anne-Claire Taittinger**. Beau-frère de l'ex-journaliste **Sylvie Pierre-Brossolette** (qui émerge désormais à tous les comités Théodule relatifs à « l'égalité et aux droits des femmes »...), Jean-Claude Meyer est celui qui a véritablement aidé **David de Rothschild** à remonter la boutique à la fin des années 1980. Anne-Claire Taittinger, sa deuxième épouse, dirige alors les lucratives activités hôtelières de la famille, c'est-à-dire la **Société du Louvre** et le groupe **Envergure**, mais aussi la cristallerie **Baccarat**.

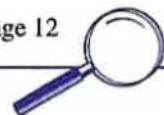
Signé par la famille au grand complet, le 21 juillet 2005, dans les locaux du cabinet **Bredin Prat**, l'acte de cession verra les actifs Taittinger passer dans l'escarcelle de **Starwood Capital**, le fonds américain du milliardaire **Barry Sternlicht**, par ailleurs administrateur des parfums **Estée Lauder** aux côtés des membres de la famille **Lauder** (dont **Ronald Lauder**, qui, avec David de Rothschild, dirige le **Congrès juif mondial**) et de **Lynn Forester de Rothschild**.

Alors que dans la foulée de l'opération était nommé au conseil d'administration de **Baccarat** un certain **Bernard Attali** et que se profilait la revente à la découpe des actifs hôteliers, Anne-Claire Taittinger abandonnait toutes ses fonctions opérationnelles. Comme lot de consolation, elle se verra confier le pilotage de **Financités**, un fond de capital-risque à destination des « quartiers sensibles [sic] » lancé à Saint-Ouen par **PlaNét Finance**, l'ONG de **Jacques Attali** (mais financé par la **Caisse des dépôts et consignations**); une activité qu'Anne-Claire Taittinger abandonnera en 2013 quand interviendra son divorce d'avec Jean-Claude Meyer.

Un des fils de ce dernier, **Adrien Meyer** – issu de son précédent mariage avec **Anne-Marie de Ganay** –, aujourd'hui directeur du département des ventes privées chez **Christie's**, a également intégré la famille en épousant, en 2008, **Marion Taittinger**, la fille aînée du collectionneur **Amaury Taittinger**...

Après que **Starwood** a revendu les parfums **Annick Goutal** aux Coréens, Brigitte Taittinger-Jouyet fut promue directrice de la stratégie et du développement de **Sciences-Po Paris** (2013-2017) avant de s'investir dans les bonnes œuvres en prenant la présidence de la fondation **ARSEP** (lutte contre la sclérose en plaques), aux côtés de la Britannique **Alexandra El Khoury** (née **Cernovitov**), l'épouse de **Bechara El Khoury**, consul honoraire du Liban à Monaco et pilier du **Club des Cent**.





## ENQUÊTE



Derrière la lutte contre la sclérose en plaques, l'ARSEP cache un vrai concentré de pouvoir profond, son conseil d'administration comprenant par exemple **Bernard Esambert**, le parrain de **Pierre Donnersberg** auprès des **Rothschild**, le mandarin **Olivier Lyon-Caen** qui fut le collègue d'**Emmanuel Macron** comme conseiller santé de **François Hollande** à l'Élysée, ou encore **Arnaud Brunel**, frère et associé de **Jean-Luc Brunel** que les victimes de **Jeffrey Epstein** ont décrit comme le principal rabatteur de son réseau international de prostitution de mineures...

### Georges Chodron de Courcel, le grand oublié

Directeur général de **BNP Paribas Asset Management**, **Christian Dargnat** allait devenir, en tant que président de l'association de financement, à la fois le grand ordonnateur et la tour de contrôle de la collecte de fonds d'**En Marche** ! Bien qu'endossant cette responsabilité hautement politique, il ne semble en effet pas rompre le moins du monde avec son ancien employeur comme en témoigne, par exemple, l'organisation, le 1<sup>er</sup> juillet 2016, d'un recrutement de donateurs « plein pot » en liaison avec **Frédéric Surry**, responsable actions chez **BNP Paribas Asset Management**, **Denis Panel**, directeur général de **MAQS**, une des filiales de la **BNP**, et **David Pillet**, alors *business manager* au sein du groupe.

Opéré par **Jean-Pierre Jouyet** parallèlement au vrai lancement de la candidature **Macron**, le transfert de **François Villeroy de Galhau** à la **Banque de France** depuis **BNP Paribas** en novembre 2015 a-t-il donné lieu à une contrepartie ? À un accord lié à **Emmanuel Macron** ? Cet accord a-t-il impliqué **Thierry Varène** ? Déjà croisé dans l'orbite des **Taittinger** en 2005, il est celui qui a fait un pont d'or à **Sophie Javary**, la supérieure d'**Emmanuel Macron** chez **Rothschild & Cie**, afin qu'elle rejoigne la **BNP**. Aujourd'hui vice-présidente de la banque de financement et d'investissement de **BNP Paribas** pour la zone EMEA, celle qui était jadis si dubitative sur les « capacités techniques » d'**Emmanuel Macron** a été priée, lors des dernières élections municipales, de venir compléter la liste LREM dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris menée par **Hanna Sebbah**, directrice associée chez **Havas**, à la peine face à l'avocat **Francis Szpiner** (cf. *La Lettre A*, 27 mai 2020).

On retrouvera encore **Thierry Varène** parmi les « conseils » de **Vivendi** lors de la vente de **SFR** à **Patrick Drahi** en 2014, année de sa promotion au comité exécutif de la **BNP**. Dans les jours ayant suivi l'arrivée d'**Emmanuel Macron** à l'Élysée, **Thierry Varène** a représenté **Siemens** lors de la fusion avec **Alstom** (finalement rejetée par la Commission de Bruxelles), face à **David Azema** qui, passé entre-temps chez **Perella Weinberg Partners**, agissait alors comme « conseil »

de **Martin Bouygues**. Et le même **Thierry Varène** de s'impatience publiquement, dans *Challenges* (20 septembre 2018), de la privatisation de la **Française des jeux** tout en expliquant « fourmiller d'idées sur **EDF** »...

L'arrivée de **François Villeroy de Galhau** à la tête de la **Banque de France** en remplacement de **Christian Noyer** est liée au dossier **Alstom** d'une manière plus qu'évidente. Un an auparavant, la **BNP** s'était vu infliger une amende record de 8,9 milliards de dollars par le ministère américain de la Justice (DoJ), contraignant **Georges Chodron de Courcel**, directeur général délégué du groupe, au départ. Ce dernier avait été accusé nommément par le DoJ et par **Ben Lawsky**, le régulateur bancaire de l'État de New York, d'avoir approuvé, entre 2002 et 2012, des transactions en dollars avec l'Iran, le Soudan et Cuba en infraction avec les embargos décrétés unilatéralement par les États-Unis.

Le choix spécifique de **Georges Chodron de Courcel** comme victime collatérale de l'opération a-t-il constitué une vendetta par procuration en ciblant ce cousin par alliance de **Jacques Chirac**, le président qui s'était opposé à l'invasion de l'Irak en 2003 ? Il va sans dire que **Jean-Pierre Jouyet** n'a jamais soutenu ni défendu **Chodron de Courcel**. Cette configuration de la promotion de **Villeroy de Galhau** et de l'éviction de **Chodron de Courcel** relance notre question : l'état-major de la **BNP** était-il redevable envers **Jean-Pierre Jouyet** ? Y a-t-il eu un accord ?

**Georges Chodron de Courcel** fut relevé de ses fonctions le 30 juin 2014. Soit une semaine après l'annonce du rachat d'**Alstom** par **General Electric**. Or, **Georges Chodron de Courcel** n'était pas seulement directeur général délégué de **BNP Paribas**, il était également administrateur d'**Alstom** et de **Bouygues**. Malgré sa centralité dans ce qui s'apparente à un raid coordonné, son nom n'a jamais été cité dans la production judiciaire, parlementaire et médiatique relative au rachat d'**Alstom** par **General Electric**.

De manière incroyable, personne n'a fait le lien entre les deux affaires, bien que son débarquement de la **BNP** se soit fait sur demande du DoJ, le même DoJ qui, aux États-Unis, incarcérait au même moment le personnel français d'**Alstom**, un groupe dont **Chodron de Courcel** était également administrateur... Incroyable également que personne ne se soit interrogé sur le jeu du cabinet **Hogan Lovells** qui à l'époque conseillait à la fois **Alstom** et **BNP Paribas** et dont le président, **Steve J. Immelt**, frère du patron de **General Electric** **Jeffrey R. Immelt**, fut récompensé par l'**American Jewish Committee** pour son rôle au cours des opérations.

(Suite au prochain numéro)